

CH-UE : un accord, ça se négocie, à l'interne comme à l'externe : les syndicats prennent une lourde responsabilité en boycottant l'accord institutionnel avec l'Union européenne

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2019)**

Heft 2238

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1019999>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

CH-UE: un accord, ça se négocie, à l'interne comme à l'externe

Les syndicats prennent une lourde responsabilité en boycottant l'accord institutionnel avec l'Union européenne

Jean-Daniel Delley - 07 mars 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34701>

Dans ses relations avec l'Europe, la Suisse avance à reculons. Elle craint que l'accord institutionnel n'entame sa souveraineté et se barde de lignes rouges. Avant de s'engager, elle veut s'assurer des moindres détails du contrat et de leurs effets. Elle est tentée de jouer la montre: après le Brexit et les élections européennes, la situation pourrait être plus favorable. Toutes ces tergiversations traduisent plus un manque de confiance en soi qu'une souveraine assurance.

Il faut dire que le Conseil fédéral a donné le mauvais exemple. Désuni et donc incapable de défendre le résultat des négociations avec Bruxelles, il a botté en touche en ouvrant une procédure de consultation sur un texte considéré comme final par nos partenaires européens. Ce manque d'engagement de l'exécutif a évidemment stimulé les doutes et les réticences, les oui mais ([Economie suisse](#) et [Union patronale](#)) et les pas comme ça ([PDC](#) et [Usam](#)). A quoi il faut ajouter l'opposition catégorique de l'UDC (non à un accord-cadre) et de la gauche politique et syndicale (oui à un accord-cadre, mais pas sans protection des salaires).

Cette attitude timorée a pris une dimension quasi-pathologique. La crainte de

voir sa souveraineté écornée a fait perdre de vue à la Suisse les possibilités d'agir en toute souveraineté. Cet oubli se manifeste particulièrement à propos des mesures d'accompagnement.

Sur le principe de la protection des salaires - un salaire égal pour un travail identique sur le même lieu - l'unanimité est presque parfaite si l'on excepte l'UDC, qui comme sur tant d'autres dossiers s'est mise hors jeu, ainsi que les libéraux dogmatiques, tels [Avenir Suisse](#) et la [NZZ](#). [L'Union européenne](#) reconnaît également ce principe. Mais sa [directive](#) (art. 10) exige que les mesures de contrôle du respect de ce principe soient proportionnées et non-discriminatoires.

Une négociation est un échange et, par rapport au droit européen, la Suisse a obtenu des dérogations non négligeables et accepté des concessions qui sauvegardent l'essentiel. L'obligation d'annonce, actuellement fixée par la Suisse à 8 jours avant le début des travaux, serait ramenée à 4 jours, alors qu'elle n'est que d'un jour à l'intérieur de l'UE. Cette obligation resterait applicable aux seules branches considérées à risque. Le dépôt d'une caution, censée garantir le paiement d'une éventuelle amende en cas de non-respect des conditions

sociales et salariales, demeurerait exigible de la part des entreprises ayant déjà violé leurs obligations en Suisse. Enfin l'UE a confirmé l'exception concédée à la Suisse de limiter à 3 mois la durée du travail détaché, limitation fixée à 12 mois dans l'UE.

Les syndicats, suivis par le PSS, ne sont pas entrés en matière, refusant même de débattre entre partenaires sociaux. Cette position rigide condamne l'accord institutionnel dont l'acceptation populaire exige le soutien d'une large coalition.

La gauche joue certes son rôle en défendant les conditions de travail en Suisse. Mais elle faillit à sa mission en ne proposant aucune alternative. Car la détérioration de nos rapports avec l'UE, conséquence inévitable de l'échec d'un accord institutionnel, ne va servir ni la qualité des conditions de travail ni le maintien des emplois en Suisse. Le [PSS](#) semble maintenant vouloir assouplir sa position et se déclare prêt à chercher des solutions avec le PLR et le PDC.

Ces solutions existent ([DP 2234](#)), pour autant que la Suisse fasse usage de ses compétences propres, qu'elle

exerce sa souveraineté. La boîte à idées *Foraus* vient de le rappeler en énonçant «[10 propositions pour construire un consensus interne en vue d'un accord institutionnel](#)». L'UE n'accepte pas les mesures d'accompagnement helvétiques parce qu'elles discriminent les travailleurs et les entreprises européennes en les soumettant à des conditions plus sévères que celles en vigueur pour les salariés indigènes? Alors examinons comment parvenir à une égalité de traitement.

Par exemple, en renforçant la responsabilité solidaire de l'entrepreneur helvétique faisant appel à des travailleurs

détachés ou à des sous-traitants européens pour compenser l'affaiblissement de l'obligation de caution. Les contrôles effectués sur les travailleurs détachés sont-ils trop lourds comme nous le reproche l'UE? Le nombre de cas de *dumping* enregistrés par le Seco justifie néanmoins leur maintien. Mais plutôt que de les affaiblir, appliquons-les aux entreprises suisses. Etendons le champ d'application des conventions collectives de travail (CCT) aux secteurs sensibles à la pression sur les salaires. Imposons des contrats-types de travail là où, en l'absence de CCT, règne une sous-enchère salariale.

On aurait aimé entendre ces propositions dans la bouche des syndicats dès la fin des négociations avec Bruxelles. Au lieu de leur bouderie qui jusqu'à présent n'a pas fait avancer le dossier d'un pas. Des suggestions que le Conseil fédéral aurait également pu faire s'il avait assumé pleinement sa fonction directoriale.

Voilà donc matière à débattre et solutions à négocier, d'abord entre le patronat et les syndicats, avant que ne se forme une coalition de partis prête à soutenir le projet d'accord institutionnel tel que mis en consultation.

Transports: l'impasse du chacun pour soi

Sans coordination, les programmes d'infrastructures Rail 2035 et Route 2030 risquent d'engloutir des milliards en vain

Michel Béguelin - 05 mars 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34696>

Autant le savoir: dans une quinzaine d'années, sur le Plateau suisse, nous risquons de devoir apprécier – ou subir – deux systèmes également numérisés de transports terrestres: d'un côté, des trains à deux étages plus ou moins longs, tous les quarts d'heure; de l'autre côté, souvent à proximité immédiate, les effets de six pistes d'autoroute parallèles aux voies ferrées.

Les deux systèmes vont bénéficier d'investissements d'infrastructures totalisant

officiellement 26,7 milliards de francs au moins (soit 11,9 pour [le rail](#) + 14,8 pour [la route](#)), sans compter les programmes imbriqués en cours de réalisation.

Curieusement, la complémentarité rail/route, unanimement célébrée, n'existe pas au niveau de ces investissements pilotés par le même département ([Detec](#)). Les projets s'additionnent de part et d'autre en toute indépendance. Et pourtant, le bon sens voudrait

l'établissement préalable d'une liste des complémentarités positives et négatives permettant ensuite de développer et d'exploiter toutes les synergies possibles entre les deux systèmes. Mais rien n'est fait dans ce sens. C'est le règne du chacun pour soi intégral.

Investir dans les complémentarités

Le rail et la route souffrent d'un même défaut, l'exemple